

# Après 100 jours de grève de la faim, Maher Al-Akhras, en détention israélienne, est en danger imminent de mort. Agissez maintenant !

Par le Comité national Palestinien du BDS (BNC), le 3 Novembre 2020

*Nous appelons les groupes de solidarité du monde entier à intensifier la pression sur le régime d'apartheid israélien pour qu'il le libère immédiatement et sans condition.*



Le citoyen palestinien Maher Al-Akhras, 49 ans, père de six enfants, a entamé une grève de la faim le 27 juillet 2020, soit 100 jours aujourd'hui. Il proteste contre sa détention administrative – détention sans inculpation ni procès – par les forces d'occupation israéliennes. C'est la cinquième fois qu'Israël l'arrête. Sa seule revendication est d'être libéré.

Bien que la santé d'Al-Akhras se détériore et que sa vie soit en grand danger, le régime d'apartheid israélien, avec la complicité de sa Haute Cour, continue de le détenir sous bonne garde dans un hôpital israélien.

Le Conseil des organisations palestiniennes des droits humains (PHROC) a déclaré que Maher « *est confronté à une menace sérieuse et imminente pour sa vie au centre médical de Kaplan. En raison d'une carence en sels et en liquides dans son corps, et de son refus de prendre des suppléments nutritionnels, Maher souffre de fréquentes crises, de maux de tête aigus, d'une déficience visuelle et auditive importante, en plus de*

*douleurs intenses dans tout son corps, en particulier au niveau de la poitrine» .*

Michael Lynk, le rapporteur spécial des Nations unies pour les territoires palestiniens occupés, a appelé à la libération immédiate d'Al-Akhras et à la fin de la pratique illégale de la détention administrative par Israël. L'Association internationale des juristes démocrates a demandé la libération immédiate d'Al-Akhras et a appelé les gouvernements, y compris le gouvernement américain et les gouvernements européens, à cesser de soutenir les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité d'Israël.

Le Comité national palestinien du BDS (BNC), la plus grande coalition de la société palestinienne, appelle les groupes de solidarité du monde entier à intensifier la pression sur Israël pour qu'il libère immédiatement et sans condition Maher Al-Akhras. Le régime d'extrême droite israélien doit être contraint, par le biais du BDS et d'autres formes de pression pacifique, de respecter ses obligations en vertu du droit international et de respecter les droits des Palestiniens, y compris des prisonniers politiques.

Les entreprises israéliennes et internationales qui profitent de l'incarcération, de l'occupation militaire et de l'apartheid d'Israël doivent faire face à de graves conséquences en termes de perte de contrats, d'offres et d'investissements. Un moyen puissant de soutenir les droits des Palestiniens est de soutenir le boycott de ces entreprises, notamment **Elbit Systems**, qui vend des armes testées sur le terrain sur des Palestiniens, **G4S**, qui gère l'académie centrale de formation de la police israélienne et **HP**, qui fournit la technologie pour les « check-points » israéliens et le registre de la population de l'apartheid, entre autres.

La détention administrative est une procédure qui permet aux autorités d'occupation israéliennes de détenir indéfiniment

des prisonniers sur la base d'informations « secrètes », sans les inculper ni leur permettre de bénéficier d'un procès équitable. Dans la pratique, Israël utilise couramment la détention administrative en violation des paramètres stricts établis par le droit international.

Selon l'organisation de défense des droits des prisonniers palestiniens Addameer, Israël détient actuellement plus de 4 400 prisonniers politiques palestiniens, 350 détenus administratifs et 155 mineurs dans ses cachots. Israël a régulièrement recours à la torture et aux mauvais traitements contre les détenus palestiniens, y compris les mineurs, comme le démontrent les organisations palestiniennes, israéliennes et internationales de défense des droits humains.

En outre, Israël n'a pas réussi à protéger de manière adéquate les prisonniers politiques palestiniens contre le coronavirus. Par exemple, rien qu'hier, Israël a annoncé plus de 73 nouveaux cas de COVID-19 parmi les prisonniers palestiniens de la prison de « Gilboa ».

Il est temps d'agir pour sauver la vie de Maher Al-Akhras et défendre les droits humains fondamentaux de tous les Palestiniens.

Traduction GD pour l'Agence Media Palestine

Source: [BDS movement](#)